

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 02/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SICAL

69 rue du Docteur Pontier
62380 Lumbres

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\SICAL_Lumbres_070.01030\2_Inspections\2023_07_24_Etat
des stocks_déchets\SICAL_LUMBRES_RAPVI COMPLET_0007001030.odt

Code AIOT : 0007001030

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2023 dans l'établissement SICAL implanté 69 rue du Docteur Pontier 62380 Lumbres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspection de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2023. Elle a été réalisée de façon inopinée, dans le cadre d'une action régionale sur la thématique " Etat des Stocks".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SICAL
- 69 rue du Docteur Pontier 62380 Lumbres
- Code AIOT : 0007001030
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SICAL à LUMBRES exploite une usine de fabrication de papier et de carton d'emballage. L'installation procède également au moulage de pièces en matière expansée, transforme du polystyrène et du polypropylène. La production est destinée notamment au secteur alimentaire (secteurs de la marée, barquettes de viande...) et pharmaceutique.

L'installation est soumise à autorisation pour les rubriques 2440, 2430-2, 329, 2662-a, 1715 et 2921-1-a de la nomenclature des installations classées.

L'établissement fonctionne sous couvert de l'arrêté préfectoral du 2 avril 1999 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2009.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Etat des stocks

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement,

des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des matières stockées - Généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
2	Etat des matières stockées - Accessibilité à l'état des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des constats réalisés, la proposition de mise en demeure initiée lors de l'inspection du 28/03/2023 peut être levée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées - Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités sur l'état des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : Une visite d'inspection inopinée a eu le 28 mars 2023 portant sur l'état des stocks sur le site. L'inspection avait constaté que pour les 3 sections d'activités (cartonnerie, papeterie et plastique), l'exploitant s'est doté d'un logiciel permettant d'avoir en temps réel, la quantité des matières premières et de produits finis disponibles en tonnage. L'emplacement de ces produits est également précisé. Concernant les déchets, l'inspection avait constaté que l'état des stocks n'avait pas été présenté, entraînant ainsi une non-conformité vis-à-vis de cet article. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure avait donc été proposé au Préfet du Pas-de-Calais. Dans le cadre du contradictoire à ce projet d'arrêté, l'exploitant avait répondu par courrier du 04 mai 2023, avoir les documents nécessaires permettant de respecter l'article 49. Il s'agit d'un plan du site avec l'emplacement des bennes de déchets, leur nature et la quantité maximale stockée sur site. La visite d'inspection en date du 24 juillet 2023 a été réalisée de façon inopinée sur l'état des stocks des déchets. L'exploitant a précisé que le plan des déchets avec l'emplacement, type et la quantité maximale est bien présent au poste de garde et inclus dans le PII. Ce point a bien été vérifié lors de l'inspection. Le plan indique bien pour chaque type de déchets (dangereux et non dangereux), les différents types de déchets (Papier/cartons, ferrailles, bois de palettes, piles usagers...), la quantité maximale et leur emplacement au sein du site avec des numéros. Il est à préciser que les déchets sont enlevés une fois par semaine. Le poste de garde a également l'information sur le tonnage des déchets en sortie du site, qui peut être fourni au service de secours en cas d'incendie le jour j. Au vu des éléments fournis par l'exploitant permettant de vérifier le respect des prescriptions de l'article 49, ce point ne fait plus l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Etat des matières stockées - Accessibilité à l'état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des documents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Les documents relatifs à l'état des stocks des déchets (plan et quantité de déchets stockés sur site) sont disponibles au poste de garde. L'exploitant répond donc à la prescription de l'article et la proposition de mise en demeure faite lors de l'inspection du 28/03/23, peut donc être levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet